

Le lent retour des réfugiés tamouls

lundi 30 novembre 2009, par [GERVAIS Lisa-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2009).

Si 136 000 personnes se trouvent toujours dans les camps, un nombre équivalent a été libéré depuis le mois d'août.

Six mois après la fin de la guerre civile, cédant à la pression de la communauté internationale, le gouvernement sri-lankais a déjà vidé la moitié des camps où étaient détenus 300 000 déplacés tamouls. Une opération qui se déroule dans un chaos décrié par les ONG et les agences humanitaires.

Vavuniya — La pluie crépite bruyamment sur le toit de la voiture. Nous fonçons sur un chemin boueux menant aux camps de « déplacés » de Menik Farm, au nord du Sri Lanka. Sur la vitre picotée, les gouttelettes d'eau laissent entrevoir un paysage désolé : sous un ciel gris foncé, il y a des nuées de tentes bleues, blanches ou jaunes, marquées du symbole de l'ONU, et des cabanes de tôle qui s'alignent à perte de vue, derrière une clôture de barbelés. Tous les 50 mètres, lourdement armés, des militaires à leur poste d'observation, tapis dans des cabanes de tôle rouillée. « Il y a beaucoup moins d'activité qu'avant. Les camps débordaient il y a quelques mois », explique l'homme qui m'y conduit.

En mai dernier, peu de temps après la défaite de la guérilla séparatiste tamoule aux mains de l'armée nationale sri-lankaise, jusqu'à 280 000 personnes, des civils tamouls habitant les zones de combat du nord, vivaient enfermées dans les camps de Menik Farm, au nord, et dans d'autres de taille moindre, ailleurs au pays. Aucun droit de sortie ou de visites, outre les mains tendues ou d'émouvantes retrouvailles... à travers les barbelés.

Pour le gouvernement, ces camps à accès contrôlé servaient à repérer et capturer les membres survivants du mouvement des Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE). Ils servaient aussi à mieux organiser le retour des civils dans l'ex-zone rebelle, truffée de mines. Pour ceux qui s'y trouvaient, il s'agissait de prisons à ciel ouvert.

Mais les choses ont bien changé. Si 136 000 personnes se trouvent toujours dans les camps, un nombre équivalent a été libéré depuis le mois d'août. Ayant plié sous le poids des pressions internationales, le gouvernement promet désormais que les camps seront complètement vidés d'ici le 31 janvier 2010 et que dès la semaine prochaine, les déplacés dans les camps seront libres de mouvement, c'est-à-dire qu'ils pourront sortir s'ils le veulent.

Cependant, selon les ONG sur le terrain, près de 30 000 personnes, surtout celles qui vivaient au nord-est dans la dernière poche de résistance du LTTE, ne pourront pas retourner dans leurs demeures. Les terrains ne seront pas déminés et les services de base ne seront pas rétablis à temps.

Député du Front populaire de l'Ouest, l'un des partis d'opposition, Mano Ganesan a sa petite idée pour expliquer ce retard. « Le gouvernement a plutôt des traces de quelque chose à cacher. Il y a eu beaucoup de violences dans cette région », croit-il. Il salue néanmoins l'intention du gouvernement de vider les camps, même si ce n'est ni plus ni moins qu'une « manœuvre politique ». « Le président prépare ses élections », raille-t-il en faisant allusion aux présidentielles annoncées pour le début

2010.

D'autres expliquent l'empressement de l'État à libérer les civils par une décision récente de l'Union européenne, qui n'accorde plus au Sri Lanka un accès préférentiel à ses marchés. Un rapport du département d'État américain, suggérant que l'armée sri-lankaise a commis des crimes de guerre, aurait aussi eu son effet.

Un retour précipité

Lent et laborieux au départ, le processus de libération s'est ainsi précipité au cours des mois d'octobre et de novembre. De quelques centaines de libérations en moyenne par jour, le gouvernement est passé à plusieurs milliers. Des civils originaires d'importantes villes au nord, à l'est et à l'ouest de l'île sont désormais autorisés à partir. Même les districts de la zone rebelle au nord, extrêmement sensibles en raison de la présence des mines et des terribles affrontements qui y ont été menés, commencent à s'ouvrir. Selon une source des Nations unies, le gouvernement, qui hésite à faire appel aux organisations étrangères, fait un travail de déminage bâclé, qui est difficilement contrôlé. « C'est une question de temps avant que quelqu'un saute sur une mine », a-t-elle indiqué.

Les ONG et les organisations internationales, qui avaient pourtant été les premières à réclamer la libération rapide des civils tamouls, sont nombreuses aujourd'hui à souhaiter que ce processus ralentisse. En visite la semaine dernière dans les camps de Menik Farm, le secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires, John Holmes, a lui-même demandé à ce que l'ONU soit autorisée à voir ce qu'il est advenu de ces régions où on retourne les gens, afin de mieux préparer leur accueil.

Au nord, à Jaffna, Ruki Fernando, militant des droits de la personne, n'hésite pas à parler de chaos. Les déplacés arrivent par autobus la nuit et sont littéralement déchargés dans des écoles ou autres institutions publiques, qui servent de camps de transition. Ceux qui n'ont pas de parenté chez qui aller vivre doivent demeurer sur place. Comme les écoles débordent, certains sont envoyés dans des ruines de maisons bombardées. « Mais ces maisons ne leur appartiennent pas. Ils risquent de se faire chasser à tout moment », déplore-t-il.

Relâchée des camps de Menik Farm au début du mois, Jaya et sa famille y squattent une maison abandonnée, en attendant d'être autorisée à retourner chez elle, au nord, à Elephant Pass. Mais dans ce petit village du district de Vavuniya, le travail se fait rare et les enfants ont faim. D'ici la fin du mois, les rations de nourriture données par le Programme alimentaire mondial seront épuisées. Et les autorités municipales, qui distribuent aussi des rations de farine, de riz et de sucre, ont reçu l'ordre de ne plus inscrire de nouveaux arrivants à leur programme d'aide. Jaya ne recevra rien. De même que des dizaines de familles qui continuent d'y arriver clandestinement chaque jour pour squatter une parcelle de terrain. « Je suis contente d'être sortie, mais je ne savais pas ce qui m'attendait », a-t-elle lancé

P.-S.

<http://www.ledevoir.com/international/asie/278074/sri-lanka-le-lent-retour-des-refugies-tamouls>